

bulletin européen

REVUE TRIMESTRIELLE DE L'EUROPEISME

Rome - Novembre 1966

CONSEIL INTERNATIONAL

Dirigé par
GIORGIO DI VACCHIO

LE MAL AMÉRICAIN

Arthur Schlesinger Jr. affirme, dans un récent commentaire, que l'opinion publique américaine, selon un sondage de l'Institut Louis Harris, est en train de s'orienter progressivement vers la conviction unanime qu'une intervention militaire massive au Vietnam est seule capable d'aboutir à la fin des hostilités. La tension provoquée au sein de la société américaine par la guerre du Vietnam abaisse le niveau du dialogue politique auquel elle substitue peu à peu une série de mesures draconiennes de plus en plus semblables à celles qu'utilisa, il y a quinze ans, pendant la guerre de Corée, le sénateur Mc Carthy.

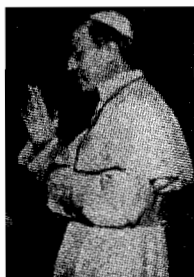
Mais les faits ne confirment pas les vues pessimistes de l'historien américain. Le récent discours du président Johnson, sa proposition de libéraliser les échanges entre les U.S.A. et les pays de l'Europe communiste, son invitation aux dirigeants soviétiques pour une série d'entretiens aux U.S.A., confirment et élargissent les perspectives qu'ont ouvertes, ces jours derniers, les entretiens américains avec Gromyko pour un traité de non-prolifération nucléaire. L'Amérique assume une attitude clairement pacifiste ce qui n'est pas du goût des communistes. Par l'intermédiaire de Leonida Brejnev, secrétaire du parti, ils tentent de brouiller les cartes en interprétant avec leur habituelle mauvaise foi le point de vue des U.S.A. sur la paix dans le monde.

Brejnev dit que l'impérialisme américain continue à vouloir jouer le rôle de chef d'orchestre dans les affaires européennes, un « rôle que personne ne les a invités à jouer ». Ceci, à partir du fameux axe Washington-Bonn et des tentatives américaines de vouloir améliorer les relations avec l'URSS et les autres pays socialistes d'Europe.

Et Brejnev ajoute avec emphase: « Les Américains doivent respecter' non en paroles mais en acte, l'intégrité territoriale de tous les pays et de tous les peuples ».

Certes aucun peuple européen ne supportera l'ingérence étrangère sur son territoire. Mais Brejnev oublie que l'URSS a occupé par la force la moitié de l'Europe, cette Europe orientale où personne ne voulait d'elle, où les Russes sont hais non seulement par les peuples mais par les dirigeants communistes qui font tout leur possible pour nouer des relations commerciales et culturelles avec le monde libre et avec les « impérialistes » américains. Tous savent bien que cet « impérialisme » a remis l'Europe sur pied après la dernière guerre. Mais qu'a fait l'URSS dans les pays qu'elle avait « libérés »? Inutile de refaire l'histoire des massacres et des spoliations soviétiques en Europe orientale au cours des vingt dernières années. Admirez l'impudence de Brejnev quand il parle du respect de l'intégrité territoriale qui manque à l'Amérique. L'Europe veut vivre sans interférences étrangères, en pleine indépendance. Mais si la chose est impossible, pour le moment, M. Brejnev peut être sûr d'une chose c'est que l'Europe, entre deux maux, URSS ou USA, a déjà fait son choix: le mal américain.

H. R.



S. S. PIE XII

(1939 - 1958)

« Il est temps que l'union européenne se fasse »

(Congrès de l'U.E.F. - Rome 1950)

MOUVEMENT EUROPEEN

Président, Maurice Faure.

Vice-Présidents: Sir Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, Enzo DALLA CHIESA, Pierre WIGNY.

Secrétaire Général: Robert VAN SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL.

Membres: Délégués des organisations adhérentes internationales et nationales.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

André ALERS, Paul AUER, Sir EDWARD BEDDINGTON-BEHRENS, Baron BOËL, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Maurice FAURE, Lord GLADWYN, Etienne HIRSCH, John HYND, F. JOCKIN, Salvador DE MADARIAGA, René MAYER, J. H. C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Baron Friedrich Carl von OPPENHEIM, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, Robert van SCHENDEL, André VOISIN, Pierre WIGNY, Terje WOLD, Alois ZIMMER.

COMITE' FINANCIER:

Président: Baron Boël.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président: Georges BOHY; **Vice-Présidents**: Dr Muhlis ETE, Maurice FAURE, John HYND, Bruno PITTMANN, Natale SANTERO, Franz SEIDL, Etienne de la Vallée POUSSIN, Jean ZIGHDIS.

COMMISSION DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Président: Etienne de la Vallée POUSSIN.

COMMISSION FEMININE

Présidente: Marcelle LAZARD.

ORGANISATIONS NATIONALES ADHERENTES

Conseils Nationaux: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ADHERENTES

Association Européenne des Enseignants	A. ALERS
Centre d'Action Européenne Fédéraliste	HENRI BRUGMANS, Président du Comité Fédéral, et ANDRE' VOISIN, Président du Comité Exécutif
Conseil des Communes d'Europe	HENRY CRAVATTE
Ligue Européenne de Coopération Economique	BARON BOEL
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie	THEO LEFEVRE
Gauche Européenne	
Nouvelles Equipes Internationales	
Union des Résistants pour une Europe Unie	JEAN KREHÉR
Mouvement Fédéraliste Européen	ETIENNE HIRSCH, Président du Comité Central, Président du Comité Exécutif et RAYMOND RIFFLET

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève) DENIS DE ROUGEMONT, directeur
Collège d'Europe (Bruges) HENRI BRUGMANS, recteur

SECRETARIAT INTERNATIONAL

Avenue d'Auderghem, 57b, Bruxelles 4, tél. 35.01.94.

Giorgio Del Vecchio

POUR LA PAIX DU MONDE

Dans tous les siècles, jusque dans les moments les plus obscurs et les plus tourmentés des vicissitudes humaines, n'a jamais manqué quelque voix qui rappelait le postulat de l'humaine raison pour la pacification du monde. Déjà, en des temps reculés, des penseurs affirmèrent l'unité naturelle du genre humain et la nécessité conséquente de son ordonnancement pacifique. L'école stoïque, où l'on retrouve en raison de certains caractères comme un prélude du Christianisme, énonça clairement l'idéal cosmopolitique dans un sens proprement positif, et non pas seulement négatif à la façon des Cyniques; autrement dit, comme un dépassement et non comme une simple répudiation de l'Etat. C'est ainsi que selon la doctrine stoïque, Cicéron affirma la validité d'une loi universelle, pour tous les temps et pour tous les peuples. Et Sénèque, dans le même sens, soutint qu'un lien rattache tous les êtres humains: un lien qui n'est pas seulement juridique, mais aussi moral. «Homo in adiutorium mutuum genitus est». Des idées analogues, plus ou moins explicites, affleurent dans les doctrines philosophiques et religieuses de divers peuples orientaux et, dans une certaine mesure, de tous les peuples; ce qui prouve qu'il existe réellement dans la conscience humaine une lumière naturelle, une voix secrète — la voix de la droite raison — qui, lorsqu'elle est justement écoutée et interprétée, conduit pareillement à l'intuition de maximes morales et juridiques applicables à toute l'humanité.

Mais l'assertion la plus haute, la plus claire et définitive d'une unique loi, qui surmonte toute divergence possible des ordres positifs et vaut absolument pour tout le genre humain, est la «bonne nouvelle» du message chrétien. Tous les hommes sont frères, tous portent l'empreinte d'un même esprit, à tous s'impose un même devoir: celui de la charité comme principe et règle universelle de vie, dans les rapports de chacun avec les autres. Et cet impératif moral est accompagné là encore, par inéluctable et logique cohérence, de l'impératif juridique: c'est-à-dire le postulat d'un droit déterminé par une loi naturelle, supérieure aux lois positives, qui coordonne entre

eux non seulement les individus, mais aussi les nations et les Etats, et en définit les obligations et les facultés respectives.

En cohérence avec les dogmes chrétiens, la maxime de l'unité du genre humain est confirmée vigoureusement par Dante. «Totum humanum genus ordinatur ad unum»; «genus humanum maxime Deo adsimilatur quando maxime est unum». Et Francisco De Vitoria n'hésite pas à déclarer: «Totus orbis aliquo modo est una respublica». Dans le même ordre d'idées, par la suite, Vico parla d'«une grande cité du monde», Wolff d'une «civitas gentium maxima», Kant d'une «Weltrepublik», chacun illustrant ce concept à sa façon. Il est superflu de rappeler d'autres formules et d'autres doctrines, même des plus récentes, qui s'inspirent du même idéal.

Si ces maximes avaient été entendues, bien des misères auraient été épargnées au genre humain. Mais plusieurs basses passions ont trop souvent offusqué la lumière de la raison; et parce que ces passions sévissent encore, la paix est encore en péril. En considérant le problème de la totale abolition de la guerre, Leibniz puis Kant observèrent à juste raison que l'épigraphe «Pax perpetua» convient bien à un cimetière, puisque les morts ne se battent pas, mais les vivants sont d'une autre humeur.

Plus que des raisonnements abstraits, les deuils terribles causés par les guerres modernes, devenues de plus en plus meurtrières en raison du pouvoir accru des armes d'offense, ont conduit les peuples modernes à souhaiter la paix avec ardeur, et à tâcher de l'assurer. On a désormais définitivement reconnu l'insuffisance ou la fausseté des moyens essayés jadis pour mettre un terme aux contestations: telle la non résistance, c'est-à-dire le renoncement à tout usage de la force, thèse qui n'est pas même conforme au principe chrétien qui nous conseille bien le pardon des offenses qui nous sont faites, mais ne nous défend certainement pas de secourir notre prochain injustement menacé ou opprimé. Pas davantage ne purent assurer la paix les tentatives, toujours vouées à l'échec, en vue d'instaurer par les armes une domination permanente sur tous les peuples; ni

celles destinées à garantir à perpétuité le *status quo* grâce à un accord déclarant immuables toutes les frontières et tous les régimes existant à un moment donné.

Il a bien fallu reconnaître, désormais, qu'une paix vraie et durable n'est pas possible si elle n'est pas fondée sur la justice. Trop souvent cette vérité a été oubliée ou mise à l'écart; trop souvent les propos déclarés de paix ont caché des vues mesquinement égoïstes: par exemple celle de conserver une position injustifiée de privilège, ou de se soustraire soi-même, sous le couvert d'un vague internationalisme, à l'accomplissement des devoirs envers sa patrie.

Mais le principe de la justice doit régner avant tout dans notre âme: car la paix extérieure ne peut être que le reflet de la paix intérieure, comme le constatait justement le Pape Pie XII. N'oublions pas que la société humaine se développe, pour ainsi dire, en cercles concentriques, depuis le cercle plus restreint de la famille jusqu'aux cercles de plus en plus amples de la nation et de l'humanité entière. Dans chacun d'eux la personne individuelle doit collaborer et, quand il le faut, se sacrifier pour le bien commun; dans chacun, doivent être mis en oeuvre les principes qui ont leur premier siège dans la conscience d'où ils rayonnent, comme de leur propre centre, donnant la norme cohérente des diverses espèces de relations.

La paix ne se défend pas par l'inertie, mais par le propos résolu de résister aux agressions, en préparant et en tenant prêts, dans ce but, les moyens adéquats. Ce qui seul peut retenir celui qui ne cache pas ses velléités belliqueuses.

Malgré la noblesse de son programme et ses efforts pour le réaliser, l'Organisation des Nations Unies ne dispose pas encore de moyens suffisants pour garantir la paix dans tous les cas. Plus valables, à cette fin, sont d'autres organisations qui, tout en comprenant un moindre nombre d'Etats, les lient effectivement pour une défense commune. Si la constitution unitaire européenne n'est pas encore possible, un idéal qui pourra un jour, nous l'espérons, se réaliser, il faut entre temps resserrer et maintenir l'union entre les Etats européens et extra-européens qui reconnaissent les mêmes principes fondamentaux de justice et de liberté, et veulent réellement vivre et coopérer conformément à eux.

La limitation des desseins immédiatement réalisables n'implique nullement un renoncement au programme plus vaste de l'union cosmopolitique de tout le genre humain, mais signifie uniquement la reconnaissance du fait que ce programme n'est réalisable que par degrés.

PAUL VI et la Paix

Une cérémonie grandiose, empreinte de ce caractère d'universalité que S.S. Paul VI sait imprimer à ses démarches, a eu lieu le 4 octobre à Rome place Saint-Pierre, devant plus de 50.000 personnes. Une messe, officinée par le Pape sur le parvis de la Basilique a ouvert le cycle des prières auxquelles le Souverain Pontife, pour que la paix règne dans le monde, a convié tous les catholiques.

Après la lecture de l'Evangile, le Pape a pris la parole en italien. *« S'il ne faut jamais se lasser de traiter le thème de la paix, a dit le Saint-Père, c'est parce qu'il concerne le tourbillon dans lequel se joue le sort de l'humanité »*. Ayant rappelé sa visite aux Nations Unies, il y a un an, plus les récentes paroles de M. Thant (*« la situation politique internationale ne s'est pas améliorée »*), le Pape a aussitôt mis en garde contre les découragements: *« Les ascensions humaines vers les sommets comportent des moments d'incertitude, de fatigue et de difficultés, mais nous devons toujours soutenir que la paix est possible et faire tous les efforts pour qu'elle le soit »*.

Aujourd'hui *« ce devrait plutôt être l'amour qui soutienne cette résolution, l'amour pour les hommes. L'idée de la paix fait malgré tout des progrès dans la conscience »*. On voit se répandre de plus en plus *« la conviction que la paix dans le monde doit tendre à la construction d'une communauté fondée sur la solidarité humaine »*, que la paix *« spécialement en Extrême-Orient, doit assurer la liberté et la prospérité des populations »* et qu'elle doit être rendue possible *« par des tractations loyales »*.

A l'offertoire, sept enfants, un Italien, un Français, un Allemand, un Anglais, un Espagnol, un Polonais et un Vietnamien, ont prononcé, chacun en sa langue, les phrases d'un appel aux chefs d'Etat, aux gouvernants, aux chefs d'armées, aux Nations Unies, aux croyants, aux incroyants et aux peuples, pour que tous consacrent leurs efforts à la paix.

La Pologne devant le problème européen



Par Jerzy Jankowski

C'est en qualité de "TRIBUNE LIBRE" que nous reproduisons cet article dont nous ne partageons pas entièrement les vues, surtout en ce qui concerne les questions de frontières

Nous empruntons à la revue Europa n° 7-8 1966 cet intéressant article de Jerzy Jankowski.

Jerzy Jankowski, président de l'« Union des Fédéralistes Polonais » en France, a vécu en Pologne jusqu'en 1939. Il a pris part à la deuxième Guerre mondiale dans l'armée polonaise, puis dans la Résistance française. Il habite dès lors en France. Il entretient un contact étroit et constant avec des représentants d'à peu près tous les milieux de la population polonaise. Il porte une attention particulière à l'évolution du dialogue germano-polonais qui a commencé entre les évêques polonais et allemand et auquel s'oppose le gouvernement communiste de Varsovie.

* * *

Les Polonais n'ont peut-être depuis longtemps autant pensé à l'Europe qu'en cette année du Millénaire de leur entrée dans la chrétienté. En effet, la question de l'appartenance de la Pologne à l'Occident a été posée au début de cette année: le 13 janvier 1966, à Rome, le célèbre historien polonais, Oskar Halecki, parlant devant le Pape à l'inauguration du Millénaire, a déclaré que son pays appartient depuis mille ans à l'Occident avec lequel ses compatriotes confondent l'Europe. Le Premier Secrétaire du Parti Communiste Polonais (P.Z.P.R.), Wladyslaw Gomulka, répondant le lendemain à Varsovie au discours de Halecki, a répliqué que l'ère nouvelle a commencé pour la Pologne en 1945: elle a « choisi » le communisme et est passée dans l'orbite soviétique.

En 1966, même des gens très peu au fait de la politique connaissent le dualisme installé dans la vie publique de la Pologne de nos jours: le peuple est en Europe, le Parti et son gouvernement en Asie. Il ne faut donc pas s'étonner que le conflit latent qui transcende le domaine de la politique pure ex-

plose de temps en temps. Nous sommes, en effet, en présence d'un conflit entre les deux civilisations, l'une librement choisie depuis le millénaire, l'autre — imposée depuis une vingtaine d'années.

Il faut replacer dans ce cadre l'affaire de la lettre des évêques polonais à l'épiscopat allemand qui sert au gouvernement communiste de prétexte pour attaquer la hiérarchie polonaise. Celle-ci est considérée par les maîtres actuels de la Pologne comme porte-parole des désirs de la population qui — en l'absence d'élections libres — est privée d'autres représentants qualifiés. Si la hiérarchie ne se définit pas par rapport à un programme politique, on ne peut pas lui dénier le droit de représenter une civilisation, celle de Rome, source du christianisme, donc occidentale. Quand on discute de la place de la Pologne en Europe, on dit parfois que ce pays ne peut jamais revenir à l'état où il se trouvait en 1939. C'est une vérité à la manière de Monsieur Jourdain, car aucun pays ne peut revenir en arrière. Même la Suisse qui n'a pas vécu la guerre. Il est évident que certaines transformations d'ordre économique et social sont et resteront acquises, quitte à les adapter un jour à la société démocratique. Mais ceci ne concerne pas l'appartenance à la famille européenne de laquelle M. Gomulka voudrait retrancher la Pologne.

Grand intérêt pour l'intégration européenne

Et comme ce pays est profondément « européen », il ne faut pas s'étonner que l'intérêt pour la construction de l'Europe unie y soit très grand, même dans les sphères officielles.

Il va sans dire que les motifs de cet in-

térêt son différents suivant le cas: la population s'intéresse à l'Europe unie comme une chance de changement de la situation actuelle; le gouvernement cherche à obtenir de pays occidentaux l'aide nécessaire pour continuer.

L'unification de l'Europe est donc très populaire, même chez des gens qui — comme on dit communément — « ne font pas de politique ». Ils font des comparaisons entre les forces virtuelles de la future communauté européenne des peuples libres et celles de l'empire soviétique dont la Pologne fait actuellement partie. Ces comparaisons sont dans la plupart des cas à l'avantage des pays libres. Dans le domaine économique personnel, même le serviteur le plus zélé du régime, ne risquerait de vanter les résultats obtenus par le *Comecon* en face de ceux du Marché Commun.

Tout le monde parle de l'Europe

Tout le monde parle donc de l'Europe et suppose les chances de sa constitution sur le plan politique après les succès de la C.E.E. et même de l'A.E.L.E. sur le plan économique. Bien sûr, l'Europe des 13 (« 6 » + « 7 ») et plus encore celle du Conseil de l'Europe aurait un retentissement plus grand encore. — Il suffit de parler avec des journalistes, des étudiants, des professeurs, des économistes, etc., pour se rendre compte que non seulement ils s'intéressent à l'Europe mais que certains d'entre eux ont des connaissances non négligeables du problème. En Pologne même, certains journaux sérieux parlent de l'unification européenne, sans prendre position bien entendu, et des feuilles moins sérieuses attaquent l'Europe et le fédéralisme européen et leur font ainsi de la publicité gratuite. Certains professeurs d'université préparent des ouvrages sur l'unification de l'Europe et les instituts spécialisés font sur des sujets « européens » des travaux très utiles. Chose curieuse, le Collège d'Europe à Bruges reçoit assez régulièrement des étudiants venant de Pologne qui y retournent après leurs études. A Bruxelles, à Strasbourg et même à Luxembourg on voit toujours des émissaires de la Pologne « populaire » qui — à titre de journaliste, d'expert, de professeur, etc. — s'intéressent aux institutions européennes.

L'objection économique

Les objections contre la participation éventuelle de la Pologne à la communauté européenne sont de deux ordres: économique et politique. — Sur le plan économique on craint — ou on feint de craindre — l'écrasement de l'industrie polonaise par celles des pays industrialisés de l'Occident. La pression démographique — que le régime essaie maintenant de diminuer — ne permet pas à la Pologne de s'arrêter dans la voie de l'industrialisation. A cet argument il est facile de répondre que la Grèce et la Turquie sont déjà associées à la C.E.E. et que le Portugal est membre de l'A.E.L.E., les deux organisations ayant pris soin de préserver l'économie nationale des pays peu industrialisés contre l'effet brutal de la concurrence des autres. Les différentes formules offertes par le Traité de Rome fournissent des arguments susceptibles de rassurer les Polonais.

L'objection politique: l'Allemagne

L'autre objection est d'une importance majeure. C'est le problème allemand. Ayant perdu 6.000.000 de ses citoyens et ayant subi une occupation de cinq ans, la Pologne est traumatisée en ce qui concerne tout ce qui touche l'Allemagne. Et quand on parle de l'Europe unie avec l'Allemagne, on craint toujours que ce soit une Europe allemande. Et c'est le sentiment populaire que le gouvernement communiste exploite habilement contre l'Europe. Comme tous les Polonais sont pour la frontière Oder-Neisse et contre l'armement atomique de la R.F.A., le Parti Communiste et son gouvernement, ayant à sa disposition des moyens divers, ont beaucoup de facilité de convaincre les citoyens que l'unification de l'Europe se confond avec la direction allemande du continent. Et comme d'autre part le gouvernement de Bonn — refusant contre l'évidence de reconnaître la frontière actuelle, cherchant à participer à la décision atomique et alimentant le budget des *Landsmannschaften* criant des slogans revanchards — facilite la tâche aux communistes polonais, l'opinion

publique est désorientée. — A ce propos, on ne saurait trop insister sur l'importance de la lettre des évêques polonais du 18 septembre 1965 à l'épiscopat allemand, proposant le dialogue entre les deux peuples (et non les deux Etats!). Ce dialogue doit se faire dans l'intérêt de l'Europe entière pour la construction de laquelle le problème polono-allemand constitue depuis des années un obstacle insurmontable. C'est dire qu'on aimerait que d'autres Européens prennent des dispositions pour faciliter le dialogue polono-allemand, proposé par l'épiscopat polonais. Il y va de l'intérêt de tout le monde.

Ce que l'Occident offre à la Pologne

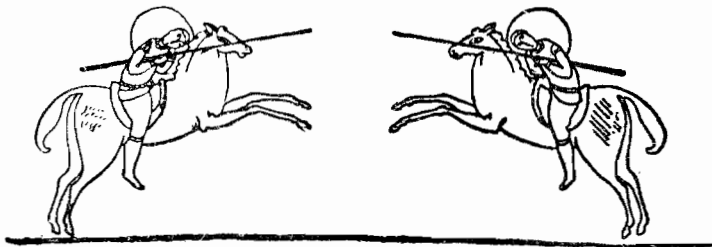
Quand on veut répondre à la question: « Que pensent les Polonais de l'unification de l'Europe? », il faut d'abord réfléchir sur ce que l'Occident leur propose comme solution. Or, ces propositions sont rares et quand elles existent, leur formulation est le plus souvent incompréhensible pour les intéressés. Les Etats-Unis leur ont proposé successivement: « liberation policy », « containment policy » et dernièrement la construction « des ponts sur l'abîme » — du président Johnson; la première fut abandonnée, la deuxième signifiait prison soviétique à perpétuité et la troisième attend toujours sa définition sinon sa réalisation. — L'ensemble des Etats libres d'Europe a aligné un certain nombre de vœux pieux et pas de programme, ni ligne de conduite. Reste la France! De ce côté il y a beaucoup de déclarations mais, malheureusement, contradictoires. La reconnaissance de la frontière Oder-Neisse n'a jamais franchi le stade d'une déclaration politique (25 mars 1959) et n'a pas été transformée en document diplomatique. On s'est arrêté à la déclaration d'intentions. Ensuite, le général de Gaulle a lancé successivement deux formules: l'Europe

de l'Atlantique à l'Oural et l'Europe européenne, libérée de deux hégémonies respectives: l'Union Soviétique et les Etats-Unis. Pour les Polonais, ces deux définitions sont absolument contradictoires. La première veut dire; l'Europe avec l'U.R.S.S., c'est-à-dire l'Europe russe, si l'on pense au poids de ce pays dans l'ensemble de la formation. Cette formule donc est loin de soulever beaucoup d'enthousiasme en Pologne. L'autre formule serait acceptable bien que les Polonais se sentent liés aux Etats-Unis où vivent sept millions de citoyens d'origine polonaise. L'action de la diplomatie française est une sorte de douche écossaise pour les Polonais: le voyage de M. Couve de Murville à Bucarest et à Sofia était pour eux un pas vers l'Europe européenne; le voyage du général de Gaulle à Moscou est un retour à l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. La sortie de la France de l'O.T.A.N. satisfait les gouvernants mais effraie l'homme de la rue. Il ne faut donc pas s'étonner que, pendant le voyage du ministre français des affaires étrangères à Varsovie, le gouvernement communiste ait dit « non » aux propositions françaises et que la population soit restée indifférente, parce que complètement désorientée.

Un choix difficile

Le choix entre l'intégration et « l'Europe des patries » est assez difficile pour les Polonais. Si, après 27 ans d'occupation, l'indépendance les tente, seule l'intégration peut les protéger contre une armée allemande dirigée par l'état-major allemand et contre la politique étrangère uniquement allemande, ce qui pourrait se traduire, dans leur pensée, soit par une nouvelle guerre, soit par un nouveau Rapallo. Donc, s'ils avaient le choix, ils auraient sans doute choisi l'intégration.

Telle est, dans un résumé trop rapide, l'Europe vue de Pologne.



De Bonn à Bucarest

La Roumanie sera vraisemblablement le premier Etat de l'Est, après l'Union soviétique évidemment, avec lequel la République Fédérale établira des relations diplomatiques

C'est le résultat principal de la visite de quelques jours faite à Bucarest par le ministre fédéral de l'Economie, M. Schmuecker qui rendait ainsi la politesse à son collègue roumain, M. Cioara, ministre du Commerce extérieur. M. Schmuecker a tout d'abord signé à Bucarest un second protocole additionnel à l'accord commercial de 1963. Mais ce qui a retenu le plus d'attention, ce sont les entretiens politiques que M. Schmuecker a eus avec plusieurs personnalités roumaines. M. Cioara, MM. Maurer et Manescu, respectivement Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, et même le secrétaire général du parti communiste, M. Ceausescu.

La réunification est l'affaire des Allemands

Après son retour, M. Schmuecker a qualifié ces différentes rencontres de très amicales et les entretiens de très francs. Plusieurs millions de téléspectateurs allemands ont pu se rendre compte de leurs propres yeux de la chaleur de l'accueil réservé à la délégation allemande. La première visite d'un ministre allemand dans un pays de l'Est autre que l'Union soviétique a donc été un succès complet dans la perspective de la normalisation des relations politiques. M. Maurer a même prié M. Schmuecker de transmettre au chancelier Erhard « ses salutations amicales et ses meilleurs compliments ». Quant à M. Manescu, il viendra vraisemblablement cette année encore en visite à Bonn. Dans la capitale fédérale, on pense, suite au rapport présenté par M. Schmuecker, qu'il sera possible également de fixer la date de l'établissement de relations diplomatiques avec la Roumanie.

Le statut de Berlin

Au cours de ses entretiens dans la capitale roumaine, M. Schmuecker a constaté

que ses hôtes ne partagent pas le point de vue allemand sur le plan politique, mais qu'ils le respectent et le considèrent comme un fait. Cela vaut avant tout pour l'appartenance de Berlin à la République fédérale. C'est ce qu'a fait particulièrement ressortir le secrétaire général du parti, M. Ceausescu. Dans les milieux roumains, on fait valoir qu'il faut trouver une formule acceptable par les deux parties, faut de quoi il sera impossible d'établir des relations diplomatiques entre les deux pays. Nul n'ignore, en effet, que Bonn exige, dans tous les traités et accords qu'elle conclut, que Berlin soit repris comme partie intégrante de la République fédérale.

M. Schmuecker a également commenté la note de paix allemande du 25 mars 1966 et souligné que Bonn ne modifie en rien sa position concernant la responsabilité des quatre puissances dans la réunification et le droit des Allemands à l'autodétermination. M. Ceausescu a fait valoir, comme les autres pays du Bloc de l'Est, que la réunification est l'affaire des Allemands.

Un modèle pour les relations futures avec les pays de l'Est

La visite de M. Manescu à Bonn doit être préparée avec le plus grand soin, estime-t-on aux Affaires étrangères à Bonn, car l'évolution des relations entre les deux pays fait figure de modèle pour les contacts futurs entre la République fédérale et d'autres pays de l'Est. Il faut pour cela que les problèmes qui se posent à la Roumanie et à la République fédérale soient résolus de manière satisfaisante. On a l'impression à Bonn que pour l'instant la Hongrie et la Bulgarie s'intéressent aussi à une telle normalisation. Certes, il convient de tenir compte du fait que l'Allemagne a été un très important partenaire commercial des pays d'Europe du sud-est avant la guerre.

VERS L'INTEGRATION ECONOMIQUE COMPLETE DE L'EUROPE

Les réunions du conseil des ministres ont repris à Bruxelles après les vacances d'été. Ce sont une fois encore les ministres de l'Agriculture qui ouvriront la ronde. Ils étaient pourtant parvenus peu avant ces vacances à parachever la politique agricole commune dans tous les domaines importants, notamment celui des prix au sein de la Communauté. Une douzaine de règlements d'application doivent encore être adoptés afin que le marché agricole commun devienne progressivement une réalité au cours des dix-huit prochains mois.

(Suite de la p. 8)

Succès des entretiens germano-roumains sur le plan économique

Sur le plan économique, les entretiens germano-roumains ont eu le succès attendu. Le deuxième protocole additionnel à l'accord commercial de 1963, qui vient d'être signé, prévoit une considérable augmentation des échanges entre les deux pays. Actuellement, le commerce de la République fédérale avec l'Est représente 3,6% seulement de l'ensemble de son commerce extérieur. Les livraisons et les achats à la Roumanie viennent en troisième place dans les rapports avec l'Est, mais on pense pourtant à Bonn que ce volume pourrait être augmenté considérablement. En se dégageant progressivement des entraves et des règles strictes du Comecon, les Roumains ont commencé, dès 1963, à prouver leur indépendance d'esprit, en appelant d'ailleurs à Léningrad pour s'opposer à la spécialisation qui leur était imposée dans la production des pétroles et de leurs dérivés; ils sont parvenus à s'imposer tout en exigeant le droit de mettre sur pied leur propre industrie lourde. C'est à cette époque que remonte la déclaration du comité central du parti communiste réuni au printemps 194 dans laquelle le P.C. roumain rejetait la direction centrale de tous les partis du Bloc de l'Est par Moscou. Depuis lors, la Roumanie a fait sien le principe de la non-ingérence des pays tiers dans ses affaires intérieures.

Les experts de la Commission de Bruxelles ont calculé que la politique commune d'organisation du marché concerne déjà 90% de la production agricole des Six, 70% du commerce intercommunautaire de produits agricoles et 60% des importations agricoles originaires de pays tiers. Une politique commune est déjà appliquée pour les céréales et leurs dérivés, le lait et les produits laitiers, la viande de porc et de bœuf, le sucre, les volailles, les œufs, les fruits, les légumes, le vin, le riz, l'huile d'olive et les semences oléagineuses. Un calendrier existe déjà concernant la mise au point de règlements communs pour le tabac, les produits de la pêche et pour « les produits horticoles non destinés à la consommation », par exemple les fleurs et les plantes décoratives. Certains Etats membres de la Communauté économique européenne ont, en outre, exigé une politique commune pour les pommes de terre, les plantes textiles telles que le chanvre et le lin, la viande de mouton et le liège.

L'uniformisation du marché agricole, c'est-à-dire la suppression de tous les obstacles aux importations entre les membres de la Communauté, sera réalisée pour les produits qui tombent sous le coup des règlements entre le 1^{er} novembre 1966 (huile d'olive) et le 1^{er} juillet 1968 (sucre et certains fruits et légumes). Le marché agricole intérieur fonctionnera dans une très grande mesure avant la fin de la période transitoire prévue par les accords et fixée à fin 1969. C'est le cas, de toute façon, pour la suppression de tous les obstacles relevant de la politique commerciale. Compte tenu des distorsions artificielles provoquées sur le plan de la concurrence, par exemple, par des différences dans l'impôt sur le chiffre d'affaires, il faudra faire quelques réserves provisoires. Mais dans l'ensemble la politique agricole commune a permis d'introduire un système efficace de mesures de protection contre l'extérieur et de dispositions de soutien sur le plan intérieur. La C.E.E. s'est fixé comme objectif la mise sur pied d'une économie forte et efficace dans les pays membres; elle ne veut cependant pas interdire à ces derniers de commencer avec les pays tiers, car ceux-ci sont importants pour l'ensemble de la Communauté de même que pour chacun de ses membres en tant que fournisseurs de matières premières ou importateurs de produits finis.

CENTRES EUROPÉENS DE FORMATION POLITIQUE

LA FONDATION KONRAD ADENAUER ET L'INSTITUT ALCIDE DE GASPERI

« Des étudiants étrangers, originaires de 21 pays, ont participé à un séminaire d'initiation organisé à Blankenberg sur la Sieg par l'Institut de solidarité internationale de la Fondation Konrad-Adenauer sur le thème: «Les tâches et l'organisation de l'administration communale»... «L'Institut de solidarité internationale a organisé en coopération avec l'Ecole des cadres de coopératives de Stuttgart-Hohenheim un colloque réservé à une vingtaine de cadres des organisations coopératives de Tanzanie et de Zambie. Les participants seront familiarisés avec les systèmes politiques et sociaux de la République fédérale ainsi qu'avec l'évolution connue par ce pays depuis 1945 »...

Ces deux passages sont extraits des communications de la Fondation Konrad-Adenauer, institution fondée en 1964, installée à Bonn (Coburgerstrasse 1 a) et qui s'est fixée pour tâche la promotion des études comme la formation politique. Il convient de mentionner tout spécialement parmi ses activités le fonctionnement de l'Institut de solidarité internationale, qui est plus ancien qu'elle-même — sa création remonte à 1962 — mais qu'elle a pris en charge. Son but est d'obtenir une meilleure compréhension avec les pays d'outre-mer en coopérant à la réalisation de leurs projets comme à la formation de leurs adultes et de leurs cadres grâce à des séminaires organisés en Allemagne à l'intention de leurs techniciens.

Plus ancienne encore est l'Académie politique Eichholz installée depuis 1957 dans une propriété construite entre Bonn et Cologne au début du siècle. Les cercles d'études et les rencontres qu'elle tient ont pour objectif d'éveiller l'intérêt des participants aux problèmes politiques et d'aider à éliminer leurs préjugés. Le nombre des manifestations internationales à caractère européen qu'elle a patronnées s'est augmenté de façon réjouissante. La première remonte à 1963, année où elle fut aussi la seule du genre, mais il y en eut trois en 1964 et six en 1965. Elles furent organisées partiellement en séminaires sur une base bilatérale et en séminaires univer-

sitaires avec jusqu'à neuf pays européens comme participants.

C'est l'Institut Alcide de Gasperi, de la démocratie chrétienne italienne (Rome), qui eut le premier l'initiative de tenir des séminaires bilatéraux en organisant en mai 1964 une rencontre germano-italienne d'étudiants. Celle-ci fut rendue, de côté allemand, dès décembre 1964, à Eichholz, par un cercle d'études durant lequel furent examinés, sous l'angle de la démocratie chrétienne, les principaux problèmes politiques intéressant la République fédérale.

Outre cette session, des réunions franco-allemandes, austro-allemandes et Allemagne/Benelux ont eu lieu depuis. Ces rencontres se poursuivirent en 1966, dès le mois de janvier, par la réunion de trente syndicalistes français et allemands consacrée aux problèmes sociaux des deux pays, réunion qui fut suivie d'une conférence germano-belge qui a traité du travail des partis politiques, des services publics, de la formation politique et de la coopération internationale. Courant juin, une nouvelle rencontre franco-allemande s'est tenue avec d'excellents résultats, à Eichholz, sur les politiques économiques et sociales et, en juillet, une conférence germano-italienne reprit les mêmes thèmes.

Les Editions Eichholz, qui ont déjà publié plusieurs ouvrages de formation et d'études politiques fort remarquables, travaillent en étroite coopération avec l'Académie du même nom. C'est ainsi qu'a récemment paru une bibliographie consacrée à l'histoire du mouvement démocrate-chrétien en Europe et qui se réfère à 384 publications d'Allemagne, de France, d'Italie, de Belgique, de Hollande, d'Autriche et de Suisse. Bien que la Fondation soit très proche de la C.D.U./C.S.U., elle n'est toutefois pas une institution de ce mouvement.

Un des autres aspects des activités de la Fondation est fourni par la promotion des études, secteur où le travail a commencé dès le semestre d'été 1965. Le but en est de familiariser de jeunes universitaires particulièrement doués avec l'étude scientifique des principes élémentaires de la politique et leur application pratique.

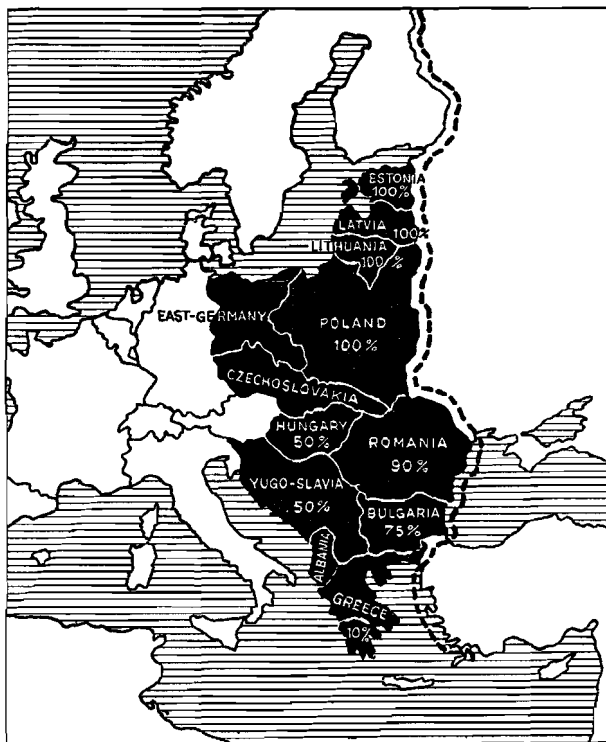
number 11

europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW "BULLETTIN EUROPEEN"

ROME

NOVEMBER 1966



EAST GERMANY

SPD-SED Talks Off

Fading hopes for a dialogue between the East German communist party (SED) and the West German Social-Democrats (SPD) were dealt a final blow on June 29 in a stridently critical press conference over East German TV and radio by Professor Albert Norden, Pankow's chief propagandist. Although the prepared statement ranged far and wide over West German policies, it was clear that the main obstacle to the talks was Bonn's insistence that it is the sole legal representative of the German people. The final straw, the East Germans complained, was the bill passed by the West German parliament on June 23 granting safe conduct to the communist leaders so that they could debate in West Germany without being arrested; under the Federal Republic's statutes, the East German leaders are punishable for shooting Germans who try to cross the border, among other crimes. Not only does the law "defame East Germany and its citizens," Norden asserted, but it "also supports the ambitions for power of the West German Imperialists."

East German party leader Walter Ulbricht put the issue even more succinctly on June 28 in a televised speech at the Leipzig-Markkleeberg agricultural exhibition: "Organizing such rallies [as the public debates] would actually have been quite simple if in West Germany no claim

had existed, no claim to the sole right of representation, which says that the Bonn government exercises its jurisdiction over all Germans no matter where . . ." [Neues Deutschland].

The objection is consistent with recent East German diplomatic maneuvers designed to gain recognition of the GDR as a sovereign state equal to the Federal Republic of Germany, and had been mentioned repeatedly in the press during the last two months. Ulbricht himself, raising the question in a June 10 letter to West German philosopher Karl Jaspers, said that no conditions should be imposed on the exchanges, though "rapprochement and understanding between the two biggest parties [in Germany] and, of course, between the two German states, has one basic condition—that is that the government of the West German Federal Republic drop the outrageous presumption [which is in violation of international law and which, therefore, represents an act of aggression and a threat to peace] under which the citizens of the GDR as well as the People's Republic of Poland and the Soviet Union who live in areas which were within the borders of the German Reich of 1937 are subject to West German law and can be sentenced according to the laws of the Federal Republic."

A Hostile Monologue

Norden's prepared statement was a blanket

denunciation of the Bonn government. He laid out five specific obstacles to the dialogue: that the conditions in Bonn's "peace note" of March 25, 1966, did not apply to the territory of the German Democratic Republic; that "revanchist" rallies of Germans from areas now in Poland and Czechoslovakia are "increasing in intensity," at which "the fascist ethnical group policy" is advanced in the presence of federal ministers and that such meetings have "received messages of greetings from Federal Chancellor Erhard"; that Bonn has stepped up efforts to enact an emergency constitution even though the West German trade unions have come out against it, and that the SPD supports this policy; that the West German cabinet is preparing an eighth law "entailing a further tightening of the administration of justice in criminal cases of a political nature in the Federal Republic"; and finally that the safe-conduct law, supported by the SPD, "confirms that GDR politicians favoring an understanding will be treated as they enter West German territory in a way fit for war criminals going about free in West Germany..."

Norden also issued an open invitation to the SPD to repudiate Chancellor Erhard. He added: "It would be a confidence trick and it would be inhuman if talks were conducted on minor questions of everyday life [as the Social De-

mocrats allegedly propose], while the national question and the questions of the fight against Bonn's policy of territorial presumptions and the nuclear arms race were left open—or were expressly tolerated or even accepted as one of several possible views." Norden also refused SPD leader Willy Brandt's call for a political confrontation because "this is not the ambition of the SED. It would be quite useless politically merely to show the world that controversial issues exist between the SED and the SPD." In a long speech at a German-Hungarian friendship rally on June 16, Ulbricht also insisted upon his desire for a dialogue with the SPD—if only it would break with Bonn's "power group."

Bonn, in turn, accused the East German regime of being afraid of open debate: "Those who shy away from the free exchange of political arguments demonstrate their fear of the judgment of the people," stated Federal press spokesman Karl Guenter von Hase in an official note issued June 29. Brandt called the withdrawal "a relapse into the cold war." In an attempt to salvage the talks, the Social Democrats on July 1 proposed that the debates be carried on by radio and television instead of in person, but the communists made no reply to the suggestion.

DIALOGUE WITHOUT DEBATE

Ulbricht again broached the question in an open letter carried by ADN on July 2. "Hitherto, the first phase of the dialogue has proved that the Social Democratic leadership is not prepared to take the road of a German peace policy, a rapprochement and understanding between the German states," Ulbricht charged. However, he added, a second phase in the dialogue should be opened in which it would be necessary to "destroy the whole web of lies spread in West Germany against the German Democratic Republic" and provide "reliable information, factual talks on the first German workers' and peasants' state."

On July 14 SPD chairman Willy Brandt and his vice chairmen Fritz Erler and Herbert Wehner read the speeches they had prepared for the debate over West German radio and television. The texts were conciliatory in tone and contained numerous suggestions on how the German people could be brought closer together. Though Erler attacked the communists' border policy, Wehner specifically noted that it was not necessary for the communists to cease being communists for some of the concrete suggestions to be put into effect. (The New York Times).

Balloons Over the East

The East German news agency ADN complained on June 11 that the Social Democrats had sent more than 13,000 balloons carrying "inciting leaflets" over GDR territory in the first five months of 1966. The SPD Eastern Bureau "is being assisted in these actions by the US and West German secret services as well as the Federal Frontier Forces," the report stated, and called for an end to the project because the balloons were filled with highly explosive gas. "The falling balloons with their cargoes have endangered human lives in many cases, have destroyed buildings and production plants killed cattle, and caused fires in forests and meadows... In view of the danger, the citizens of the GDR demand in the interest of public safety and the life of the working people, that the Eastern Bureau of the SPD Executive immediately put an end to the balloon campaign." (Neues Deutschland).

Hungarians in East Germany

The "friendship visit" of a Hungarian delegation to East Germany, headed by party First Secretary Janos Kadar and Premier Gyula Kal-

lai, June 13-17, was marked by much mutual praise and a general endorsement of the current line in the bloc on international affairs and disarmament. The final communiqué condemned the United States' "ruthless interference" in the internal affairs of the Vietnamese and singled out West Germany, bolstered by "the Bonn-Washington axis," as the "main troublemaker in Europe, the source of war danger." Though the document stressed that no settlement of the German problem is possible without recognizing the existence of two German states, it also called for "establishing normal relations between states and the West German Federal Republic, on the basis of equal rights, respect for sovereignty and non-intervention in domestic affairs." Further, the communiqué no-

ted that West Berlin is considered an "independent political unit," and rejected any attempt to incorporate the city into West German territory. (Neues Deutschland, June 19.)

Once again both countries enthusiastically endorsed the 23rd congress of the CPSU, and reaffirmed "their conviction that fraternal friendship with the CPSU and the Soviet Union has always been and remains the test of loyalty to proletarian internationalism." In the face of growing "imperialist aggressiveness," the two countries advocated a "higher stage" of economic cooperation within Comecon and pledged "every necessary contribution in order to strengthen the organization of the Warsaw Pact as an important factor to assure peace in Europe."

AGREEMENT AND NUANCE

The strong insistence on the danger from West Germany represented a slight shift in emphasis for Kadar from his main speech at a "German-Hungarian Friendship Rally" in East Berlin on June 16. On the other hand, the call for normalization of relations with the GFR is a standard Hungarian plea which the East Germans do not usually emphasize. Although the Hungarian and East German spokesmen were obviously in basic accord in their speeches during the four days, there were other differences in approach. In Magdeburg on June 14 East German Prime Minister Willi Stoph was effusive in his praise for the Soviet Union, while Hungarian Premier Gyula Kallai did not even mention the topic. On the other hand, Kallai was relatively soft in his

condemnation of West Germany in comparison to the vituperative remarks by Stoph. While Kallai emphasized that the Hungarians hope to eventually dismantle military blocs, Stoph stressed the necessity of strengthening the Warsaw Pact. (Neues Deutschland, June 17.)

The Hungarians did the East Germans an added favor by bolstering the GDR's popular image in the communiqué: "The [Hungarian] delegation took note of the outstanding results achieved by the first German worker-peasant state in the relatively short period of its existence in all fields of social life.... It met workers, peasants, and members of the intelligentsia and was convinced that the policy of the SED has the full sympathy and support of the people of the GDR."

H U N G A R Y

Five Year Plan

The new five-year plan adopted by the Hungarian Parliament on June 23 was limited to a few guiding figures and general economic trends. Istvan Friss, chairman of the Parliamentary Plan and Budgetary Committee, stressed that the plan would speed economic progress because it eliminated many restrictions; more room would be given to local initiative and the responsibility of local leaders would therefore be increased.

National income is slated to rise 4 percent annually between 1966 and 1970, while real per capita income is to go up 14-16 percent in the five-year period. Overall industrial production is to rise 6 percent per year, with 80 percent

of the rise to be achieved by higher productivity. Priority in investments is to go to the chemical and machine building industries.

Agricultural targets are set at 13-15 percent above the average of the last five years; of total state investments, 16-18 percent, or 44-45 billion forints, will be allotted to agriculture, in particular to increasing mechanization and maintaining the country's ability to cover its breadgrain requirements. Agricultural director Lajos Feher noted that Hungary did not import grain in the last two years and still has a reserve from the 1965 harvest.

Targets in the construction sector allow for 300,000 new dwellings in the 1966-70 period, of which onethird will be built by the state; under

the preceding plan state construction accounted for 40-45 percent. Particular emphasis will be placed on providing each flat with its own cooking and plumbing facilities as well as reducing the extremely high proportion of one room units. In his report to the Parliament on June 24, the Minister of the Building Industry noted that Hungary still will not be able to solve its housing problem before the fourth five-year plan, i.e., 1971-75. (Nepszabadsag).

More Power for Unions

Trade unions are scheduled to play an expanded role under the economic reforms, although the specific terms are somewhat vague. Under an agreement endorsed by the Council of Ministers and the Presidium of the National Trade Union Council on June 30, the trade unions will replace the old factory councils and take over their authority. The main idea is that the unions should mobilize the workers "for the fulfillment of their duty [in production] and for participation in management. In order to assert their rights, agreements between the economic management of the enterprise on the one hand and the trade unions on the other must be defined in collective contracts." (Nepszava, Nepszabadsag).

The Right of Veto?

In matters affecting the living and working conditions of the employees, managers are not to make decision without the agreement of the trade unions. On other measures, managers will be expected to consult the trade unions, though their opinion will not be binding; in these cases the unions can veto any steps which "violate legal stipulations of joint agreement not in line with socialist morality...." Directors of entire enterprises or units cannot be appointed or removed from their posts without consulting the trade unions; a specific procedure is to be worked out for such cases.

Trade unions or their National Council will be allowed to initiate proceedings against those who infringe the law or break agreements. Further consultations are to be held between the government and the TUC leaders, and the trade unions are to submit proposals for improving working conditions, health services, and democracy within enterprises.

Secretary General Sandor Gaspar of the National Trade Union Council, also a party Politburo member, interpreted the unions' new responsibilities in a broad light in an interview with Nepszabadsag (June 19). If a controversial issue arises between the trade unions and state bodies and they cannot reach agreement, he suggested, the trade unions "might in some cases publicize their counterargument." While the workers' "right of interference" in enter-

prise affairs must be respected, Gaspar indicated that this subject needed further clarification.

Crime and Punishment

Supreme State Attorney Geza Szenasi presented an alarming picture of increasing crime in his June report to Parliament. Ever since 1962, crime has been on the increase, he said, but warned that 1965 was the worst year yet. While 216 persons were arrested for crimes against the state in 1964, the number jumped to 330 in 1965. In crimes against the people's economy, the number of accused persons rose by 38.2 percent last year over 1964, and the number of crimes by 57.2 percent. Szenasi singled out the increase of customs violations, profiteering and smuggling, which have followed the upsurge in tourism, as one main reason for the rapid increase. He also indicated that incidents of juvenile delinquency had jumped 23 percent in 1965 compared to the average for the preceding six years; 64 percent of the crimes in this category were crimes against personal or public property. Over the past three years, 56 juvenile gangs have been broken up. (Nepszabadsag, Magyar Nemzet J.).

A trial which opened in Budapest on June 13 was a spectacular example of the juvenile delinquency Szenasi was referring to. According to the MTI press agency, a 12-member gang, aged between 17 and 21, was charged with conspiracy against the state. "Members of the gang, eight of them having previously been convicted of crimes, decided to raid one of the Budapest district police headquarters, release political prisoners in the Budapest central prison with weapons captured from the police, organize a general uprising, attack the radio and TV buildings as well as key public buildings," and then defect to the West after looting jewelry stores in the "general shooting" which was supposed to ensue. Most of the gang were either orphans or from broken homes.

Modified Penal Code

Reforms in the penal procedure scheduled to go into effect next January aim at speeding up prosecution and simplifying investigation. In special cases, prosecutors will be able to bring the accused before the court within three days, although the court can refuse such cases for lack of evidence. As before, a prosecutor and defense counsel are required at all hearings. The new decree broadens the category of minor crimes which can be dealt with either by simple disciplinary action or as offenses. As a deterrent to crime, the court will be able in certain cases to order the confiscation of property when the sentence exceeds one year.

Spy Cases

Three Hungarians arrested last winter for spying were given stiff sentences by a Budapest military court in June. Dr. Lehel Egedy drew a 15-year prison term, his father, Dr. Elemer Egedy, ten years, and Laszlo Asboth, a teacher, 14 years.

Both prosecution and defense have appealed. During the trial, the prosecuting official strongly attacked the American CIA for its "methodical" espionage against communist countries, and further charged that the neighboring Austrians wink complacently at American agents working on their territory.

Commenting on the trial, Nepszabadsag (June 4) appealed to tourists visiting the West and Hungarians traveling on official business to be especially careful not to get entangled in the CIA network. The entire population was warned to be careful when speaking with foreigners, and to guard the secrets of the state. In an editorial on June 7, Magyar Nemzet picked up the theme but further attacked the "the anti-popular regime whose representatives are Hungarian defectors wanting to sell their country to foreign intelligence organizations."

Yale professor John Michael Montias was accused by Magyar Nemzet on July 3 of spying for the CIA while ostensibly doing private research on Hungary's foreign trade. Montias visited Hungary in 1965-66 under an exchange agreement between the Institute of Cultural Relations in Hungary and the Inter-University Committee on Travel Grants in the US. Montias told UPI (July 4) that he was not connected with the CIA in any way and added that he was not even a government consultant.

On June 13 the Budapest central district court opened trial against Julianna Fiat and her accomplices for foreign currency violations; she had been questioned as a witness earlier during the Egedy trial. (MTI, June 13.) Other arrests were noted of West Germans accused of trying to help relatives from East Germany escape through Hungary. Radio Budapest reported on June 7 that Thomas Seidel of Bremerhaven was being held in preliminary arrest, and reported similar cases involving Peter Kawalski of Wiesbaden on June 23 and Georg Dehelean of Munich on June 28.

Lord Gifford's Visit

Nevertheless, Lord Gifford of Amnesty International reported recently that conditions in Hungary were looking up. During a 10-day visit to Hungary, Lord Gifford found that, contrary to past experience, he was able to contact and meet official representatives for discussion. The Hungarian Lawyers Association assured Lord Gifford that amnesty groups could have specific information about prisoners for the

asking, but added that they should not write letters which appeared to assume that the prisoners were illegally detained.

The National Council of Trade Unions told the Amnesty International representative that workers arrested in the agitation following the recent price increases had been protesting political as well as economic matters. They had received only light sentences of a month or so as a warning, he stated.

The Ministry of Justice promised to look into all sixty specific cases listed in a file presented by Lord Gifford. In order to prevent "misunderstandings," the Minister said his department would in future cooperate by providing accurate information on specific cases and would allow an impartial amnesty lawyer to observe court proceedings. (Amnesty International Bulletin).

Youth Donations for Vietnam

Over the last few months the Hungarian Communist Youth League has collected 10.5 million forints from its members for aid to Vietnam. The League personally delivered its contributions at a mass rally in Hanoi on June 22 through its secretary Laszlo Pataki. With the 10.5 million, the League had purchased a full consignment of arms and supplies for a voluntary youth brigade of several hundred members, including clothing, four trucks, 500 bicycles, 50 motorbikes, other miscellaneous equipment, medicines, canned food, and 1,500 liters of blood plasma.

Publicizing the Reform

The Patriotic People's Front heartily endorsed economic reform in its June 3 session and undertook the job of "disseminating information and developing propaganda activity in the interest of the reform." In particular, the PPF will help local councils implement economic tasks and support cooperative farmers in establishing better agricultural methods. PPF circles and clubs will be expanded in the villages to extend common projects with organizations such as the Association of Agricultural Workers and the Communist Youth League in order "to introduce and spread the new form of socialist work competition and the movement of the socialist work brigades in agriculture." (Nepszabadsag).

Welfare Allowances Extended

Members of farm collectives now get family allowances after two children instead of three, and for children up to age 14 instead of 10. Single women now get family allowances after the first child. The new decree, effective July 1, affects an estimated 100,000 families and will cost an added 170 million forints per year.

Another recent decree extended sick pay and

health insurance benefits to collective farm workers. Health insurance payments were also expanded to cover dental care and treatment at spas, including travel expenses. All cooperative members will receive a maternity subsidy of 700 forints for the first child and 600 forints for each child thereafter. Workers on the state farms and in forestry now have benefits equal to those granted industrial workers. (Nepszabadsag, June 30.)

POLAND

Demonstrations in Warsaw

The year of the Millennium reached a tense moment in Warsaw on June 26 when a crowd marched on the headquarters of the communist party. The crowd had gathered following services at St. John's Cathedral, when the cry went up: "March to the party. A thousand strong, the demonstrators made their way slowly toward the party building chanting, "Catholics unite!" and "Prymas, Prymas" [Primate, Primate]. The march was finally broken up by riot police in steel helmets swinging rubber truncheons, though not until the demonstrators had come within 500 feet of the headquarters.

The Polish press and radio were silent about the incident, although it was widely reported by the foreign press. The foreign press was also left to report a communist-inspired counter demonstration in front of Warsaw Cathedral, where a group shouted "Bishops, stay away from politics" and "Down with Wyszynski." They were shouted down in turn by Catholics who had gathered to watch a religious procession.

Other incidents: On June 20, police stopped Cardinal Wyszynski's car outside Warsaw and detained him for three hours before escorting him to the city. On June 22, at Frombork the police stopped a car carrying the portrait of the Black Madonna of Czestochowa and refused permission to display it at two churches along the route to Warsaw as planned. In addition, the authorities banned a street procession in the capital which had been scheduled as part of the Millennium celebration.

Cardinal Wyszynski responded in a sermon, warning that such actions might breed counter actions. "I believe such practices interfere with the rights of the nation, which believes in God. As a Christian, I forgive all those who stopped us, those 'gentlemen' in white gloves. [But] if the interference and the limitations multiply, we refuse to accept responsibility, for in addition to the spiritual law of religious obedience, there exists a natural law which must be taken into account." (Le Monde.)

Zycie Warszawy, on June 28, belatedly admitted that demonstrations had occurred and blamed "certain church circles [which] transformed religious celebrations into rowdy manife-

stations aimed at disturbing the normal life of the capital. Cardinal Wyszynski and a few bishops obedient to him abused church pulpits by delivering inciting speeches and sowing unrest among the faithful." The paper suggested that Catholics ought to regard churches as "places of prayer and not a platform for political agitation."

Archbishop Kominek's Response

The government effort to create a rift between Cardinal Wyszynski and Archbishop Kominek failed when the Wroclaw Archbishop, in a sermon delivered in Warsaw on June 25, denied that any differences existed. "There is no Pole who would relinquish his respect for the Cardinal. The person who raises his voice against the Cardinal must also recognize the authority of Pope Paul VI whose voice is heard in the West and the East." (UPI).

The Archbishop also called on the faithful to boycott ceremonies in Wroclaw on July 19 at which a cornerstone was to be laid for a memorial to Pope John XXIII—part of the government celebration of the Millennium. In a letter to his priests, the Archbishop said: "We want to state that this event has been organized without knowledge of the church hierarchy and outside its jurisdiction. We have not encouraged and we do not encourage participation in celebrations whose hidden aims are clear." (AP)

The Archbishop's statements were thought to be in part a response to actions by some less militant Catholic elements. "Znak" members of the Sejm submitted a letter to Premier Cyrankiewicz on June 17 calling for a church government commission to study ways of patching up the church-state quarrel. (Reuters, June 23.) The letter implied that such a rapprochement might be effected by Catholics who were less conservative than Cardinal Wyszynski.

There were still other initiatives. A spokesman for the "Znak" group, Stanislaw Stomma, arrived in Vienna on June 30 to talk with the Austrian Cardinal Koenig on "ways and means of ending the impasse between church and state in Poland." Three Polish Catholics led by Professor Konrad Gorski of the University of Torun arrived in Rome and met with Msgr. Angelo dell'Acqua, Deputy Secretary of State at the Vatican, according to Rome's daily Il Tempo, but this was denied by Vatican spokesmen.

Government and party propaganda continued to link the Polish hierarchy with softness toward West German militarism. The military daily, Zolnierz Wolnosci (June 29), published a series of photographs which were said to illustrate "the symbiosis of German bishops and Hitlerism," and Radio Warsaw (July 11) noted that "it is enough to dip into foreign, especially West German, papers to become convinced about the sort of hopes they pin on Cardinal Wyszynski."

The Poznan Fair

The 35th International Trade Fair, held in Poznan from June 12 to 26, drew 2,600 exhibitors from 48 countries. More than half were from Europe, but also represented were Asia, Africa, the Americas, Australia and New Zealand. The largest pavilions were those of the Soviet Union, Czechoslovakia, East Germany, West Germany, and the United States.

At opening-day ceremonies Witold Trampczynski, Minister of Foreign Trade, said that Polish exports to the West had increased 65 percent in the past five years and that the country had doubled its purchases from the developing nations in the same period. He added that industrial products now constituted 47 percent of Polish exports, compared to 16 percent in 1950. However, more than 60 percent of the country's trade is still with the Soviet-bloc countries.

One of the deals concluded at the Fair was a seven-year agreement between the Foreign Trade Agency, Polimex, and the Jones construction organization of Great Britain providing for co-production of building cranes with deliveries expected to total \$5 million in the contract period. (Trybuna Ludu)

First Australian Trade Agreement

Australia and Poland will enjoy most-favored-nation status in dealing with each other under the terms of a trade agreement between the two countries signed in Warsaw on June 20. Poland has had a large adverse trade balance with Australia over the past ten years. In 1965, Poland imported goods, largely wool, cattle, and leather, valued at 50 million foreign currency zlotys as against exports of 8.9 million zlotys. This exchange was conducted under a trade protocol signed in December 1956. (Trybuna Ludu)

Trade Balance

Poland's foreign trade balance for 1965 was negative by 400 million foreign currency zlotys, according to the 1965 Annual of Foreign Trade Statistics, published in Warsaw. Exports were valued at 8.9 billion foreign currency zlotys and imports valued at 9.3 billion foreign currency zlotys.

Exports, which comprise 1.2 percent of the world total, worked out to a per capita value of \$71, compared to \$180 in East Germany, \$198 in Czechoslovakia, \$149 in Hungary, \$315 in West Germany and \$520 in Holland. Poland's major trading partner, with 33.1 percent of the total volume, was the USSR, followed by Czechoslovakia, 9.9 percent; East Germany, 9.3 percent; Great Britain, 4.9 percent; West Germany, 4.4 percent; and Hungary, 4.2 percent.

Congress of Women

The Fourth Congress of the League of Women, held in Warsaw June 26-28, celebrated the League's 20th anniversary by focusing on what its six million members might do as housewives to "help solve the many difficulties and problems." (Trybuna Ludu). This was a change from the previous emphasis on the role of professional women.

The 800 delegates, however, dutifully adopted resolutions condemning the US bombings of North Vietnam and criticizing the Episcopate in the church-state conflict.

Mrs. Stanislawa Zawadecka was re-elected chairwoman of the League at the Congress. It was attended by Edward Ochab, Chairman of the Council of State, and other members of the Politburo.

The Stamp

The Polish Embassy in Washington protested to the United States over the design of a five-cent domestic stamp commemorating the Millennium. The stamp shows an eagle, the Polish national symbol, with a cross over its head (the postwar communist eagle appears without the cross).

Although the Polish protest said that mail using the stamp would be returned to senders, the Department of State and the Post Office Department refused to change the design. Some 115 million of the stamps were already in production. The five-cent stamps would not normally be used on letters sent to Poland.



"Didn't you have an artificial brain last time?"
"Yes, we did, but it went crazy".

ROMANIA

Economic Targets Raised

Romania's new five-year plan is ambitious and a great deal more optimistic than the draft proposed in July 1965 at the last party congress. New targets approved by the party Central Committee on June 28 and by the Grand National Assembly on June 29 establish an annual growth rate of 11.6 percent (instead of the 10.5 projected earlier) and call for an overall increase in industrial production of 73 percent for the five-year period (instead of the earlier 65 percent). The yearly average rate in industrial production for the five years from 1960 to 1965 was 14.5 percent. Production in the social sector alone is slated to rise 50 percent under the new plan.

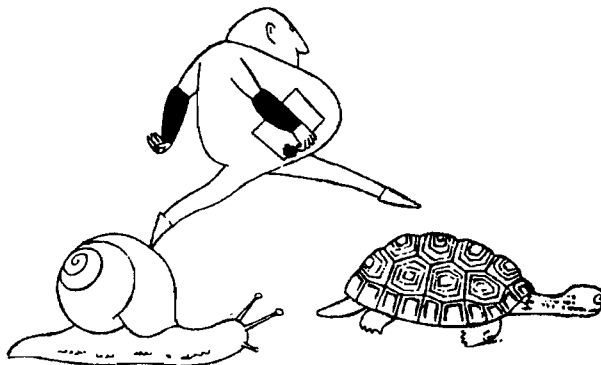
Premier Maurer gave further details in his speech to the Assembly. Priority is to be given to the electronics, metal and machine industries, he pointed out, and by 1970 these sectors should account for half of Romania's total industrial production. Machine production alone is to double by the end of the five-year period. Romania should be virtually self-sufficient in metals and machines by the end of the plan.

The national income is scheduled to increase at the rate of 8 percent per year (cf. 7 earlier); growth in real wages should reach 25 percent over the entire period and 20 to 25 percent in the real income of peasants. In his speech to the party, Ceausescu explained that Romania would not be able to meet the demand for consumer goods in 1970. He added, however, that the intention is to do away with the gap between light and heavy industry at the very outset of the subsequent five-year plan. Handicraft

cooperatives, he insisted, must contribute to widening the range of consumer goods. Maurer noted that in order to meet demands, production of durable goods like television sets, refrigerators, washing machines, and furniture is to expand at a higher rate than the overall 60 percent prescribed for light industry; targets were upped from 50-55 percent in the original draft. Maurer also specified that the goal in the food industry is set at 56 percent.

Foreign trade is to increase 55 percent by 1970, instead of the 40 percent envisaged last year. Both Maurer and Ceausescu noted that much of Romania's foreign trade is with communist countries, but stressed that Romania will extend its economic relations with all countries on the basis of equality of rights and mutual advantage and respect. Ceausescu further indicated that 90 percent of exports at the end of the period would be products of the chemical and machine-building industries.

Targets for production increases in agriculture were raised from 20 to 26-32 percent; improved mechanization will be stressed. In transportation, 80 percent of the railroad locomotives are to be either diesel or electric by 1970, and there will be a new bridge over the Danube at Hirsova. Two-thirds of the 17 billion lei allotted for geological work in the period are earmarked for prospecting for crude oil and methane gas. Output of electric power is expected to double to a total of 34 billion kwh, the upper limits of the old draft plan, which includes completion of the Iron Gates project. Total projected investments were set at 280.5 billion lei, as compared to 250-260 billion adopted by the congress. (Scinteia)



Great leap forward

Dikobraz PRAGUE

LA C.E.E. ET LA RECHERCHE

Les exigences de la croissance économique et de la concurrence internationale ont conduit les instances du Marché Commun à s'intéresser de plus en plus activement aux problèmes que pose la recherche scientifique et technique pour la Communauté. Cette intensification des travaux est d'autant plus nécessaire que toute prise de position en cette matière ne peut se faire qu'à partir d'études de longue haleine.

Groupe de travail de politique scientifique

C'est ainsi que la comité de politique économique à moyen terme de la Communauté a créé l'an dernier un groupe de travail de politique scientifique aux travaux duquel les exécutifs du Marché Commun, de la CECA et d'Euratom sont étroitement associés.

Le Comité, tenant compte notamment de l'invitation adressée à la Commission d'étudier les suites à donner à une note du gouvernement français en vue de l'élaboration d'une politique de recherche scientifique et technique, a chargé le groupe d'étudier les problèmes que poserait l'élaboration d'une politique coordonnée ou commune dans ce domaine, et de proposer les mesures permettant d'amorcer une telle politique, en tenant compte des possibilités de coopération avec d'autres pays.

Les travaux du groupe

Les travaux du groupe s'attacheront, dans un premier temps, à :

- établir un bilan de la recherche scientifique et technique dans les Etats membres et dans la Communauté;
- procéder à une confrontation des programmes existants dans la plupart des pays de la Communauté;
- étudier les problèmes directement liés au processus d'intégration et qui présenteraient une importance du point de vue de la recherche scientifique;
- recenser les secteurs pour lesquels l'effort en matière de recherche appliquée apparaîtrait nettement insuffisant.

Le groupe a notamment adressé aux six pays un questionnaire détaillé sur les orientations de la recherche scientifique et technique auquel toutes les réponses ne pourront être apportées que dans le courant de l'année. Sans attendre que soient rassemblés tous ces éléments et afin que le premier programme de politique économique à moyen terme tienne compte des problèmes de recherche scientifique et technique, le groupe a remis au comité un premier rapport de caractère intérimaire. En effet, le délai dans lequel ce groupe devait remettre son rapport au comité n'a pas permis d'élaborer des études complètes tant du fait de la difficulté qu'il a généralement à rassembler des données exactes en ce domaine que de la situation créée par la crise de la Communauté.

Les orientations

Toutefois, le stade auquel sont parvenues les études accompagnant ce rapport a permis de constater qu'il existait d'ores et déjà suffisamment d'éléments pour que de sérieuses présomptions de fait et, partant, des indications de politique de recherche, puissent être dégagées. Sur la base des constatations et indications fournies par le groupe, le comité a inclus dans l'avant-projet de premier programme de politique à moyen terme de la Communauté certaines orientations en matière de politique de recherche scientifique et technique qui sont consignées dans le chapitre consacré aux orientations générales pour les prochaines années.

Connexion avec la politique économique

Par ailleurs, s'il n'a pas été possible, pour les raisons énoncées ci-dessus, de donner suite jusqu'à maintenant à la note du gouvernement français, le mandat du groupe de politique scientifique recouvre cependant en grande partie les préoccupations de cette note. Les initiatives de la Commission à cet égard dépendent étroitement de l'état d'avancement des travaux au sein du comité de politique économique à moyen terme.

(suite p. 12)

Les travaux du Conseil de L'Europe

LA XVIII^e SESSION DE L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE

« Il est apparu clairement dans nos débats qu'une impatience croissante se manifeste en Europe ».

...telle est la déclaration faite par sir Geoffrey de Freitas, Président de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, et député travailliste britannique, au cours d'une conférence de presse où il a analysé les débats de la dernière session de l'Assemblée.

Nous publions ci-dessous pour nos lecteurs les résolutions et extraits des rapports sur les problèmes les plus importants abordés au cours de la session.

LA POLITIQUE GÉNÉRALE

Vers une entente Est-Ouest

Quelle que soit la gravité des divergences de vue, il est possible de mener une action politique commune dans un certain nombre de domaines. Ainsi, M. Federspiel affirme notamment qu'il n'y a aucune raison pour que les divergences qui portent sur la structure de la Communauté Européenne dans sa conception la plus large fassent obstacle à la recherche d'une méthode européenne commune vis-à-vis de la détente Est-Ouest. Par ailleurs, « il n'est pas non plus raisonnable d'exclure une attitude européenne commune à l'égard de la question associée de la réunification de l'Allemagne ». L'évolution en cours de certaines positions ouest-allemandes en matière de politique étrangère paraît devoir favoriser de telles perspectives.

Etudiant l'enjeu et les équivoques politi-

ques de la détente, M. Federspiel voit dans le dégel que l'on constate dans la plupart des pays de l'Est européen autant le résultat de mouvements internes du monde communiste que de la souplesse de la politique occidentale. L'évolution récente en Pologne et en Roumanie en faveur d'initiatives tendant à réviser le principe intégrationniste du Pacte de Varsovie, de même que l'apparition d'un nouveau thème, celui de « L'Europe aux Européens » dans la politique étrangère soviétique traditionnelle, ont un intérêt évident.

« En construisant sans dissuader », il devrait être possible de réunir une conférence sur la sécurité comme l'a proposé le Danemark au Conseil de l'O.T.A.N. le 25 mai en réponse aux propos tenus par M. Gromyko, à Rome, le 27 avril.

Le rôle du Conseil de l'Europe

Pour M. Federspiel le programme de travail pour les activités intergouvernementales

La C. E. E. et la recherche

Groupe exécutif de la recherche

D'autre part un groupe de travail interexécutif de la recherche scientifique et technique a été constitué en octobre 1965 afin de:

- tirer tous enseignements utiles des expériences des trois Communautés en matière de recherche;
- contribuer à la définition des principes et des lignes d'orientation qui devraient être à la base de l'élaboration d'une politique commune ou coordonnée de la recherche;
- coordonner l'action des trois exécutifs au sein du comité de politique économi-

que à moyen terme ainsi que vis-à-vis des organisations internationales compétentes. Les travaux de ce groupe interexécutif ont porté principalement sur:

- l'examen des problèmes soulevés par les travaux du groupe de politique scientifique du comité de politique économique à moyen terme;
- la préparation de la participation des trois exécutifs à la deuxième conférence ministérielle de la science qui s'est tenue à l'OCDE à Paris les 12 et 13 janvier 1966;
- l'utilisation des moyens des trois exécutifs pour contribuer aux études entreprises dans le cadre du comité de politique économique à moyen terme.

XVIII^e SESSION

M. MODINOS

Secrétaire général du Conseil de l'Europe

du Conseil de l'Europe constitue « un point de départ susceptible d'éveiller un intérêt croissant au sein des pays qui ne font pas partie du Conseil ». Le Conseil de l'Europe et son Assemblée en particulier devraient donc développer un rôle de promotion politique en Europe en favorisant, par exemple, la visite de délégations ou d'hommes d'Etat, et envisager que des délégations de l'Assemblée rendent des visites de réciprocité.

M. Federspiel écrit: « Il semble donc que, tout en gardant une prudence dans les approches, le Conseil de l'Europe peut avant tout dans le domaine technique, aider à révéler les velléités européennes de certains pays tiers est-européens qui, dans des secteurs particuliers, expérimenteront leurs initiatives à l'égard de l'Occident en dehors du prosélytisme des blocs, et pour des tâches qui comme certaines conventions du Conseil de l'Europe (celles sur les brevets par exemple) n'emplètent pas sur l'objet des négociations bilatérales existantes ou à venir ».

Le projet de résolution annexé au rapport déclare par ailleurs « que le Conseil de l'Europe doit se donner pour politique:

a) d'encourager et de promouvoir toutes initiatives communes tendant à instaurer, en particulier dans les pays de l'Europe de l'Est, une confiance en la volonté de notre Organisation d'établir et de préserver en Europe occidentale des conditions politiques pouvant servir de fondation permanente à la paix et à la sécurité de l'Europe;

b) de favoriser la compréhension de cette politique dans les pays d'Europe de l'Est, tout d'abord au moyen de contacts bilatéraux puis par des contacts multilatéraux ».

L'Otan

L'avenir de la coopération politique européenne dépend de la manière dont on pose le problème. « Car si l'on choisit l'atlantisme le plus intégral, par refus de formules plus souples de coopération politique européenne, on risque de perdre à jamais les chances de structurer politiquement l'Europe et l'on faussera, en voulant trop bien les servir, les idéaux qui avaient animé les Pères de l'Europe ». Pour assurer une conscience politique européenne, on devrait tendre à éliminer progressivement de l'Alliance atlantique tout ce qui en elle peut apparaître comme une « protection américaine » tout en assurant une efficacité réelle, sous la forme d'une coopération effective entre partenaires égaux. Il appartiendra aux Etats européens représentés au Conseil de l'O.T.A.N. de faire acte

M. Polys MODINOS a été réélu Secrétaire Général Adjoint du Conseil de l'Europe par l'Assemblée Consultative pour la période du 18 mai 1967 au 30 septembre 1968.

La candidature de M. Modinos a été la seule recommandée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

M. Modinos qui est de nationalité grecque est né en 1899 à Alexandrie. Entré en 1951 au Secrétariat Général du Conseil de l'Europe, M. Modinos a occupé successivement les fonctions de Directeur des Droits de l'Homme et de Greffier de la Cour européenne des Droits de l'Homme. En mars 1961, le Comité des Ministres lui a conféré, à titre personnel, le rang de Secrétaire Général Adjoint du Conseil de l'Europe. Le 17 mai 1962, il fut élu par l'Assemblée Secrétaire Général Adjoint du Conseil de l'Europe pour une période de cinq ans.

de solidarité européenne, afin de mettre les mécanismes de l'O.T.A.N. au diapason des politiques qui se définissent en dehors de cette organisation.

Les Six et la coopération politique

M. Federspiel pense qu'il faudrait donner de plus en plus une traduction politique au noyau de solidarité européenne créé au sein des Six. Il écrit notamment:

« Il conviendrait qu'un jour prochain un ou plusieurs pays des Six prennent l'initiative de proposer une réunion politique des « Six » afin de jeter les fondements d'une communauté politique européenne. Le Conseil de l'Europe pourrait fort bien fournir le cadre où les formes d'une telle communauté destinée à s'ouvrir à un nombre toujours plus grand de pays européens devront se définir, car le Conseil de l'Europe offre l'image la plus authentique d'une future collaboration politique à l'échelle de toute l'Europe... Il est à prévoir que le processus d'accoutumance politique européenne s'exercera d'abord sous des formes empiriques pour aboutir un jour peut-être à des solutions plus idéales ».

XVII^e SESSION

L'aide au développement

Le Conseil de l'Europe peut jouer ici un rôle complètement distinct de celui de l'O.C.D.E., car il a l'avantage de pouvoir offrir, en dehors des Grands, des possibilités de co-

opération en matière d'aide au développement qui sont même de nature à intéresser certains pays de l'Est soucieux, pour des raisons qui se dessinent chaque jour davantage, de préférer une politique européenne de développement à une influence chinoise de plus en plus envahissante dans ce Tiers Monde, où se joue sans aucun doute l'avenir du monde tout court.

LES RESPONSABILITÉS DE L'EUROPE DANS LE MONDE

Dans la partie politique du rapport qui doit être présenté à la Réunion jointe des membres de l'Assemblée du Conseil de l'Europe et du Parlement européen, M. Czernetz souligne les responsabilités spécifiques de l'Europe dans le monde.

La paix

L'équilibre nucléaire que connaît le monde aujourd'hui rend improbable un affrontement entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. En outre, la nécessité de contenir l'agression et l'expansion de la Chine communiste a créé une communauté tacite d'intérêts entre les Etats-Unis, l'Union Soviétique et leurs alliés. Cependant, la transformation de cette discrète détente en une entente à l'avantage des deux parties est gênée par la persistance du conflit vietnamien. Celui-ci pèse aussi lourdement sur les pays européens puisqu'il provoque des incompatibilités entre leurs alliances, d'une part, et leurs possibilités de rayonnement universel, de l'autre.

La paix au Vietnam est donc d'une importance vitale pour l'Europe. Une conférence générale réunissant toutes les parties en cause, et destinée à mettre un terme au conflit « serait une initiative que l'Europe entière accueillerait avec grand soulagement ».

Relations Est-Ouest

L'Europe doit appuyer tout ce qui pourra contribuer à une réconciliation durable entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Le rôle que doit jouer l'Europe ne serait pas diminué par un équilibre entre les deux Grands, ses possibilités économiques et surtout culturelles « lui conférant un capital d'expérience dont bien des pays du monde ne demandent qu'à profiter, car il est exempt de toute suspicion de domination ».

Parmi les mesures qui pourraient contri-

buer à cette réconciliation entre l'Est et l'Ouest et que l'Europe devrait appuyer, M. Czernetz cite les suivantes:

— tout accord sur la réduction des armements nucléaires, leur non-prolifération et l'interdiction de tous essais nucléaires,

— des accords pour une collaboration dans l'exploration de l'espace, et pour interdire son utilisation militaire,

— la création d'une « force de maintien de la paix » (peace keeping force), comme l'idée en a été émise par M. Haekkerup, Ministre des Affaires étrangères du Danemark,

— organisation d'une collaboration en matière de planification de l'aide au développement à long terme.

Evolution intérieure du bloc communiste

M. Czernetz écrit: « L'indéniable évolution que connaissent actuellement la plupart des pays communistes n'implique en aucune manière une quelconque renonciation aux idéologies et aux systèmes... L'évolution d'ensemble de la physionomie politique en Europe dépend d'un certain nombre de gestes, de préalables et de susceptibilités surmontées, où l'Allemagne a un rôle essentiel à jouer; il faut espérer qu'elle le jouera résolument, comme le laissent prévoir des indices timides mais encourageants ».

Conférence sur la sécurité européenne

De l'avis de M. Czernetz, une telle conférence sans les Etats-Unis ne refléterait pas la réalité de l'équilibre existant, et compromettrait de ce fait toute chance de règlement en Europe, car personne ne peut nier que l'Union Soviétique et les Etats-Unis se sont affrontés et s'affrontent encore jusqu'en Europe même.

Une zone de libre-échange à l'échelle européenne

Il convient d'abandonner toutes les discussions stériles sur la « supranationalité » et autres concepts du même genre. Il est temps de trouver maintenant des formes de coopération empiriques, d'une part entre les grandes entités économiques occidentales et, d'autre part, entre l'Europe occidentale dans son ensemble et le monde communiste. Il faudrait, semble-t-il, pour l'instant — sans pour autant altérer ni la structure de la C.E.E. ni celle de l'A.E.L.E. — grouper celles-ci et d'autres pays d'Europe occidentale en une union économique européenne, c'est-à-dire en une zone de libre-échange modifiée.

Union politique

Cependant, l'unité économique ne suffit pas et M. Czernetz déclare que sans une convergence politique, l'Europe flottera à la dérive entre les grandes puissances matérielles et perdra pour le tiers-monde toute force d'attraction.

Conclusion

M. Czernetz décrit le rôle essentiel que jouent le Conseil de l'Europe et son Assemblée en tissant les liens d'une coopération entre les Etats membres tout en offrant au monde extérieur des possibilités de collaboration dans un nombre croissant de secteurs échappant aux contestations et aux polémiques.

LE STATUT DES RÉFUGIÉS

Projet de protocole à la Convention du 28 juillet 1951

Les Etats parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés (ci-après dénommée « La Convention »), ne s'applique qu'aux personnes qui sont devenues réfugiés par suite d'événements survenus avant le premier janvier 1951,

Considérant que de nouvelles catégories de réfugiés sont apparues depuis que la Convention a été adoptée et que, de ce fait, lesdits réfugiés pourraient ne pas être couverts par la Convention,

Considérant qu'il est souhaitable que le même statut s'applique à tous les réfugiés couverts par la définition donnée dans la Convention sans qu'il soit tenu compte de la date limite du 1er janvier 1951,

Sont convenus de ce qui suit:

Para...a) Les Etats, parties au présent Protocole, s'engagent à appliquer les dispositions de la Convention aux réfugiés tels qu'ils sont définis à l'alinéa suivant.

b) Aux fins du présent Protocole, le terme « Réfugié », sauf en ce qui concerne l'application de l'alinéa ci-après, s'entend à toute personne répondant à la définition donnée à l'article 1 de la Convention, comme si les mots « par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951 et... » et les mots « ...à la suite de tels événements » ne figuraient pas à la section A, 2), de l'article 1.

c) Le présent Protocole sera appliqué par les Etats qui y seront parties, sans aucune limitation géographique; au cas toutefois où, en vertu de la section B, 1), alinéa a) de l'article 1 de la Convention, un Etat partie au présent Protocole aurait fait précédemment une déclaration qui n'aurait pas été étendue conformément à la section B, 2) de l'article 1 de la Convention, les obligations de cet Etat, en vertu du présent Protocole, se limiteront aux personnes qui sont réfugiées conformément à l'article b) ci-dessus par suite d'événements survenus en Europe.

Para...a) Au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, tout Etat pourra formuler des réserves concernant l'application sous le régime du présent Protocole de toutes les dispositions de la Convention autres que les articles 1, 3, 4, 16 (1), 33, 36 et 37 de la Convention, qu'ils devront appliquer conformément au paragraphe 1 a) du présent Protocole.

b) Tout Etat ayant formulé une réserve conformément à l'alinéa a) ci-dessus pourra à tout moment la retirer par une communication à cet effet adressée au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

Une conférence européenne du Président Johnson

L'AMERIQUE SE TOURNE VERS L'EUROPE?

L'Europe prend acte des récentes déclarations du président Johnson en faveur de son unité et de sa sécurité. Elle espère qu'il ne cèdera pas à la tentation qui fut déjà celle de Jalta et qui y trouva un commencement de réalisation: la division du continent européen entre les deux blocs. Mais les Européens n'oublieront pas que l'alliance des U.S.A. n'était indispensable que s'ils devaient la défendre contre une menace communiste, et qu'elle peut devenir dangereuse du jour où l'entente entre Washington et Moscou sera trop étroite. C'est pourquoi ils savent qu'il leur faut être, plutôt qu'alliés, partenaires égaux. A. G.

Le 8 octobre, le président Johnson a évoqué, au cours du déjeuner qui lui fut offert par le congrès national des éditorialistes, «deux anniversaires qui rappellent spécialement l'interdépendance de l'Europe et de l'Amérique» — le blocus de Berlin, il a dix ans, et la signature du traité de Moscou sur l'arrêt des essais nucléaires, il y a quatre ans — et s'est félicité de l'évolution qui a permis d'aller de l'un à l'autre.

Le vent du changement qui souffle en Europe orientale

«Le vent du changement qui souffle en Europe orientale ne serait pas ressenti aujourd'hui, a-t-il ajouté, sans l'équilibre que les alliés ont essayé de maintenir entre la force et la conciliation».

Cependant, a-t-il dit encore, «l'Europe est partagée. Une ligne contre nature court à travers le cœur d'une grande et fière nation. L'histoire nous avertit que tant que cette dure division n'aura pas été surmontée, la paix ne sera pas assurée en Europe.

» Notre tâche est de réaliser une réconciliation avec l'Est, de passer de la conception étroite de la coexistence à la vision plus large de l'engagement pacifique.

» Notre objectif n'est pas de renverser leurs gouvernements (des pays de l'Est), mais d'aider le peuple européen à bâtir un continent dans lequel les peuples d'Europe orientale et d'Europe occidentale travailleraient ensemble pour le bien commun... Un continent dans lequel les alliances ne s'opposeraient pas l'une à l'autre dans une amère hostilité, mais fourniraient un cadre dans lequel l'Ouest et l'Est pourraient agir ensemble pour assurer la sécurité de tous ».

Ce qu'il faut faire pour l'Europe

Selon le président, les Etats-Unis orienteront leurs efforts dans trois directions:

1) Moderniser l'O.T.A.N. et renforcer les autres institutions atlantiques;

2) Renforcer l'unité de l'Europe occidentale;

3) Améliorer les rapports Est-Ouest.

«L'alliance atlantique, a-t-il dit, est un organisme vivant qui doit s'adapter aux changements. Elle doit constituer un forum permettant des consultations de plus en plus étroites sur les problèmes d'intérêt commun».

L'Europe

«partenaire égale»

Selon lui une «Europe plus forte, de plus en plus unie, mais ouverte», dont ferait partie la Grande-Bretagne et qui aurait des liens étroits avec les Etats-Unis pourrait être leur «partenaire égal» pour aider à hâter un ordre mondial, pacifique et juste, dans des initiatives pacifiques à l'égard de l'Est et «fournir un cadre dans lequel une Allemagne unifiée pourrait constituer un partenaire complet sans soulever d'anciennes peurs.

Guérir la blessure qui sépare l'Est de l'Ouest

» Un des grands but d'un Occident uni, a continué le président, est de guérir la blessure qui, maintenant, en Europe, sépare l'Est de l'Ouest et le frère du frère. Cette division doit être surmontée pacifiquement. Elle doit être surmontée avec l'accord des pays d'Europe orientale et de l'Union soviétique.

» Rien n'est plus important pour la paix. Nous devons améliorer le climat entre l'Est et l'Ouest pour permettre l'unification de l'Allemagne dans le contexte d'une Europe plus grande, pacifique et prospère. (...) Les Américains sont prêts à jouer leur rôle. Sous les quatre précédents présidents, notre politique à l'égard de l'Union soviétique

a été la même. Quand cela est nécessaire, nous défendons la liberté; quand cela est possible, nous travaillons avec l'Est à bâtir une paix durable.

» Nous sommes déterminés à ne pas laisser nos divergences à propos du Vietnam et d'autres questions nous empêcher d'explorer toutes les possibilités.

Pour développer le commerce Est-Ouest

Affirmant que les Etats-Unis désirent développer leurs relations économiques et culturelles avec les pays communistes, le président a indiqué qu'il avait invité le Congrès à approuver rapidement l'accord consulaire américano-soviétique. Il va également solliciter l'accord du Congrès pour négocier des accords commerciaux avec les pays communistes.

Le président a annoncé d'autre part les mesures suivantes:

1) Les Etats-Unis vont assouplir les restrictions concernant l'exportation vers les pays communistes de centaines de produits considérés dorénavant comme non stratégiques;

2) La garantie des crédits commerciaux accordée par la Banque export-import sera étendue à quatre autres pays d'Europe orientale: Pologne, Hongrie, Bulgarie et Tchécoslovaquie;

3) M. Dean Rusk étudie actuellement la possibilité d'alléger le fardeau de la dette polonaise à l'égard des Etats-Unis;

4) La Banque export-import est disposée à financer des exportations américaines destinées à l'usine que Fiat va construire en U.R.S.S.;

5) Les Etats-Unis poursuivent leurs négociations avec l'U.R.S.S. en vue de la signature d'un accord portant sur l'aviation civile;

6) La réglementation concernant les voyages dans les pays communistes d'Europe et d'Asie a été assouplie.

*Le moment est venu
de refaire
de l'Europe un tout*

« Le moment est venu, a repris M. Johnson, de nous tourner vers une des grandes tâches inachevées de notre génération: refaire de l'Europe un tout. La persistance des vieilles hostilités n'est dans l'intérêt de personne. Notre but est une véritable réconci-

liation européenne. Nous devons rendre cela bien clair pour l'Est.

*L'Allemagne unifiée
dans une Europe
rendue à elle - même*

» Dans une Europe rendue à elle-même, l'Allemagne peut être et sera unifiée. C'est toujours un des objectifs essentiels de la politique américaine. Il ne pourra être atteint qu'au moyen d'une réconciliation progressive. Il n'y a pas de raccourci.

*Une situation
militaire
stable en Europe*

Le président a rappelé les efforts des Etats-Unis pour éviter la prolifération des armes nucléaires, en Europe ou ailleurs.

« Nous recherchons, a-t-il dit, une situation militaire stable en Europe, qui permette de réduire les tensions ».

Dans ce but les Etats-Unis continueront à jouer leur rôle dans un système occidental efficace de dissuasion.

« Les alliés de l'O.T.A.N. vont continuer à déterminer ensemble quels sont les effets dont l'alliance a besoin, compte tenu des progrès de la technologie et de la menace actuelle. La réduction des forces soviétiques en Europe centrale réduirait évidemment cette menace.

» Si le changement des circonstances, a dit encore M. Johnson, devait conduire à une révision progressive et équilibrée des niveaux de force dans les deux camps, cette révision pourrait — avec les autres mesures que j'ai mentionnées — conduire graduellement à créer un nouveau climat politique. Notre objectif, a-t-il conclu, est de mettre fin à l'amer héritage de la deuxième guerre mondiale. Le succès rapprochera le jour où nous aurons complètement assuré la paix en Europe et dans le monde ».

A travers l'Europe et le monde

minimum



L'insolence
des Roumains...

Un dîner donné par M. Dean Rusk en l'honneur de son homologue roumain M. Manescu au début d'octobre a fait sensation aux Nations Unies.

L'événement est exceptionnel. Qu'à l'occasion de l'Assemblée générale de l'O.N.U. les Américains et les Soviétiques s'invitent mutuellement, c'est devenu un fait auquel on est depuis longtemps habitué, mais que le secrétaire d'Etat américain honore ainsi le représentant d'une démocratie populaire, en l'espèce la Roumanie, voilà qui est nouveau.

Les diplomates des autres pays socialistes ne cachent pas leur mauvaise humeur et parlent de «l'insolence des Roumains», qui une fois encore ont choisi de se distancer publiquement des autres pays du camp socialiste.

...leur
activité commerciale...

L'accroissement des échanges commerciaux de la Roumanie avec certains pays de

l'Europe occidentale fait depuis longtemps déjà l'envie des officiels de Washington et des hommes d'affaires américains. Si les transactions entre Roumanie et U.S.A. restent très rares malgré les efforts des Américains, c'est que des raisons de politique intérieure les empêchent presque toujours d'aboutir. Or, au dîner de M. Rusk était également invité l'expert du Département d'Etat pour le commerce avec l'Europe Orientale ce qui laisse croire qu'une offensive en grand style pourrait être menée pour remédier à cette carence.

...leur menées
contre l'unité
du camp socialiste...

En outre, la réunion des neuf petits pays d'Europe, comprenant trois membres du pacte de Varsovie (Roumanie, Bulgarie, Hongrie), a été extrêmement mal vue par les pays communistes qui n'y participaient pas. Certains d'entre eux sont même allés jusqu'à accuser les Roumains d'avoir «conçu une nouvelle intrigue pour détruire l'unité du camp socialiste». Ceux-là accusent également les Bulgares d'avoir pris maintenant «un chemin dangereux» qui

pourrait les mener à un rapprochement avec Bonn.

...leur candidature
à la présidence
de l'ONU

Enfin de vifs remous agitent les délégations des pays communistes à l'ONU. Récemment les représentants de l'URSS et de la Bologne ont proposé que les délégations communistes s'attachent à faire élire l'année prochaine un Hongrois comme président de l'Assemblée générale de l'O.N.U.. Jamais encore, en effet, un représentant d'un pays communiste n'a accédé à cette haute fonction, d'ailleurs purement honorifique et dénuée de toute importance politique. Or les Roumains ont refusé catégoriquement d'appuyer une candidature hongroise et fait savoir qu'ils aspiraient eux-mêmes à ce poste.

Le prix de la
Paix

Le 26 septembre, la Fédération des libraires allemands a remis, en l'église Saint-Paul de Francfort, son Prix de la paix à deux personnalités ecclésiastiques qui, dans l'Eglise catholique et dans le Con-

Plusieurs lecteurs nous ayant signalé des irrégularités dans la réception de notre revue, nous les prions de vouloir bien nous faire savoir quel sont les numéros qui ne leur sont pas parvenus, et nous nous ferons un plaisir de les leur expédier.

seil œcuménique mondial, ont contribué de manière exemplaire à l'œuvre du rapprochement des Eglises: le cardinal August Bea, président du secrétariat pontifical pour l'unité des chrétiens depuis la création de cet organisme en 1960, et le pasteur Visser't Hooft, depuis trente ans secrétaire général du Conseil Œcuménique des Eglises. Le diplôme de ce prix d'une valeur de dix mille DM leur a été remis par Friedrich Georgi, président de la Fédération des libraires allemands. Il met en valeur les efforts fructueux de ces deux personnalités qui se sont dépensées pour faire triompher la paix religieuse et le dialogue entre les confessions. Ils ont apporté une inestimable contribution à la réconciliation qui se prépare entre les chrétiens. Ce choix est un encouragement pour tous ceux qui luttent pour le respect mutuel entre les religions, les philosophies et les peuples.

Grèce et
Marché commun

La commission parlementaire mixte, chargée d'étudier les conséquences de l'association de la Grèce au Marché commun, a achevé ses travaux.

Les ventes de la Grèce dans les pays de la communauté se sont accrues de 79% en trois ans et ses achats de 72%.

Le rapporteur, un député italien, a insisté sur la nécessité d'organiser dans les meilleurs délais un programme concret d'assistance technique dans le secteur de la main-d'œuvre et de la formation professionnelle, afin de pallier les conséquences négatives à long terme d'une trop forte migration de la main-d'œuvre grecque.

LES SYSTEMES JURIDIQUES DES PAYS DE L'EST

Résolution de l'Assemblée Consultative en vue de coordonner les recherches

L'Assemblée,

1. Constatant la multiplication des activités de recherches entreprises dans les Etats membres du Conseil de l'Europe sur les systèmes juridiques des pays de l'Europe centrale et orientale;

2. Affirmant qu'elle entend donner son appui à ces activités;

3. Constatant qu'aucune mesure d'ensemble n'a jusqu'à présent été prise par les Etats membres du Conseil de l'Europe pour coordonner les recherches effectuées dans ce domaine;

4. Constatant que dans certains cas ces activités font double emploi;

5. Considérant qu'il est souhaitable de coordonner les recherches sur les systèmes juridiques des pays de l'Europe centrale et orientale afin d'éviter tout chevauchement d'activités, notamment dans la traduction de textes juridiques rédigés dans des langues peu courantes;

6. Décide:

a) d'organiser une réunion à laquelle seraient conviés les directeurs des instituts, associations et facultés des droit des Etats membres du Conseil de l'Europe qui effectuent des recherches sur les systèmes juridiques des pays de l'Europe centrale et orientale, afin de leur permettre d'acquérir une vue d'ensemble de leurs activités et de les coordonner, de procéder à des échanges d'informations et de documentation et, éventuellement, de se mettre d'accord sur une division du travail;

b) de charger sa Commission juridique de prendre les dispositions nécessaires à l'organisation d'une telle réunion et de lui rendre compte des résultats de ladite réunion;

c) de prier le Secrétaire Général de prêter son concours à l'Assemblée pour la mise en oeuvre de la présente résolution.

bulletin européen

Rédacteur politique: MORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVANT GINI
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2.000 | Etranger Dollars 3,—
ABONNEMENT D'HONNEUR 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME
R O M E

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINT-LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TRMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.